

Communiqué de Presse

Mesures d'austérité

L'OGBL dénonce la dégradation de la situation des frontaliers

L'OGBL rejette catégoriquement les dégradations prévues dans le paquet de mesures d'austérité du gouvernement visant en particulier les frontaliers. D'après les ministres chrétien-sociaux Biltgen et Frieden, des économies de 40 millions d'euros seront réalisés surtout chez les frontaliers, en limitant le paiement des allocations familiales à l'âge de 21 ans. Pour les salariés résidents il est prévu de compenser cette perte de revenu par le biais d'une augmentation des bourses et prêts pour études supérieures.

Après l'introduction des chèques-services, qui selon la ministre chrétien-sociale Marie-Josée Jacobs ne seront toujours pas mis à la disposition des frontaliers, il s'agit ici d'un deuxième cas où le gouvernement introduit une mesure en matière de politique familiale qui vise à faire des économies aux dépens des frontaliers travaillant au Luxembourg.

Il est inacceptable que lors des discours du dimanche la haute productivité des frontaliers et leur indispensabilité pour l'économie luxembourgeoise soient prônées et qu'en même temps l'on établisse un système à deux vitesses. Les salariés ne se laisseront pas diviser. Le principe «à travail égal, salaire et prestations sociales égaux» doit être assuré! Sinon la place économique luxembourgeoise perdra de son attractivité.

Comme les mesures en question ne semblent pas respecter le principe européen de la libre circulation des travailleurs, l'OGBL s'est adressé au Parlement européen et à la Commission européenne avec la demande d'examiner leur conformité avec la réglementation européenne.

Par ailleurs, l'OGBL s'est adressé à la Plate-forme syndicale de la Grande Région avec la demande de planifier ensemble avec les autres syndicats membres de la plate-forme des actions syndicales appropriées. L'OGBL a également proposé à la plate-forme syndicale d'organiser des entrevues avec les différents décideurs politiques en Grande Région.

Il n'est pas tolérable d'afficher l'unité à l'occasion des sommets de la Grande-Région et en même temps de dégrader unilatéralement les prestations sociales de milliers de salariés qui paient leurs impôts au Luxembourg au même titre que les travailleurs résidents.

**Communiqué par l'OGBL
le 12 mai 2010**



Onafhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

Mil Lorang

Département Communication et Relations publiques

146, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg
Tél.: (+352) 496005-262 Fax: (+352) 496005-290 www.ogbl.lu
email : mil.lorang@ogbl.lu